Konbini

Europe

Toute l'actualité de l'Union européenne!

Ça parle énergie à Bruxelles

Sur le papier, la révision du règlement sur la gouvernance de l'Union de l'énergie ressemble à un sujet réservé aux spécialistes. En réalité, ça parle de ton portefeuille, de ton logement, de tes déplacements et même de ton futur job. Et oui, une grande partie de ton quotidien se décide à Bruxelles puisque depuis 2018, ce règlement oblige chaque pays de l'UE à présenter un plan national énergie-climat avec ses objectifs, ses moyens, et la façon dont il rend compte de ses progrès. En ce moment, les 27 pays de l'UE et toute une série d'autres acteurs discutent de la révision de ce règlement, c'est-à-dire comment produire notre énergie, notamment en lien avec notre indépendance, comment lutter contre le réchauffement climatique et jusqu'où l'Europe peut aller pour obliger les États à respecter leurs engagements. Tout le monde n'est pas du même avis, et le débat est loin d'être évident. Alors aujourd'hui, Konbini Europe a posé les trois mêmes questions à plusieurs acteurs du débat pour essayer de comprendre ce qui se joue, ce qui les rassemble et ce qui les oppose.

Qui sont-ils ?

Borys Budka et Jüri Ratas (PPE) : « Bonjour, je suis Borys Budka. Je suis eurodéputé polonais du parti de centre droit (PPE) du Parlement européen et je préside la commission ITRE (industrie, recherche et énergie). » « Et moi, je suis Jüri Ratas. Je suis eurodéputé estonien et je préside le groupe du PPE au Parlement européen. »
Michael Bloss (Verts/ALE) : « Bonjour, je suis Michael Bloss, député européen allemand, membre de la commission de l'industrie et de l'énergie et coprésident du groupe des Verts/ALE. Au cours des négociations, mon groupe parlementaire et moi allons défendre une transition énergétique ambitieuse, industrielle et socialement juste. »
CAN Europe : « Salut, nous sommes le Réseau Action Climat Europe (CAN Europe). Concrètement, notre job, c'est de mettre la pression sur les dirigeants européens pour qu'ils respectent vraiment notre droit à habiter un monde respirable. »
Nucleareurope (Anna Clicqué et Marianne Bruneton) : « Bonjour ! Ici Anna Clicqué et Marianne Bruneton. Nous représentons deux associées de Nucleareurope, qui n'est autre que l'association européenne de l'industrie nucléaire. »

Et aujourd'hui, ils répondent à trois questions pour Konbini.

1. « Concrètement, comment ce qui se décide à Bruxelles va-t-il se traduire dans notre quotidien ? »

Jüri Ratas commence par expliquer ce qui est sur la table.

Jüri Ratas : « Eh bien, cela se traduit sur beaucoup de choses ! Souvent, on ne se rend pas compte de l'impact des décisions faites à Bruxelles sur le quotidien des millions de citoyens européens. En ce moment, ce qui se discute, c'est l'avenir de la gouvernance énergétique post-2030, c'est-à-dire le plan qu'on va suivre d'un point de vue énergétique après 2030 (les efforts que doivent fournir les États, quels indicateurs ils doivent suivre, si l'Union se donne le pouvoir de les obliger ou de les sanctionner ou encore si on privilégie le développement d'énergies renouvelables ou si on privilégie le nucléaire). Et un des grands enjeux aujourd'hui dans ce débat, c'est la question du réchauffement climatique. L'Europe doit adapter sa politique énergétique aux conséquences des modifications du climat. Et cette problématique va de pair avec une pleine souveraineté énergétique : au vu du contexte géopolitique international, qui est marqué par les guerres et les crises dans les pays fournisseurs d'énergie, nous devons privilégier une énergie Made in Europe et réduire nos dépendances aux énergies importées. Cela nous permettra d'être moins vulnérables aux crises extérieures et de garantir des prix de l'énergie stables pour les citoyens et les entreprises européennes. »

Borys Budka : « Oui, tout à fait, et un volet essentiel de cette transition énergétique de l'Union, c'est l'électrification. Concrètement, pour les citoyens européens, cela peut se traduire par des subventions au remplacement de leur équipement ménager marchant au gaz par de l'électrique (chauffage, cuisine), à l'électrification des transports (pour l'achat de voitures électriques ou hybrides) ou encore à la rénovation du parc immobilier (afin de renforcer l'efficacité énergétique des logements). Pour vous donner un exemple, il y a quelques années et dans le cadre du Green Deal, l'interdiction des moteurs thermiques en 2035 a été votée à Bruxelles. Cela aura des conséquences très concrètes sur les citoyens — je pense en particulier ici aux citoyens allemands — travaillant dans l'industrie automobile, en les privant d'emploi. C'est pourquoi le PPE plaide pour la réforme de cette interdiction. »

L'électrification, c'est remplacer ce qui fonctionne au gaz ou au pétrole (chaudière, voiture, machines d'usine) par des équipements électriques. La souveraineté énergétique, c'est la capacité de l'Europe à produire elle-même son énergie, sans dépendre de pays tiers qui peuvent couper le robinet ou faire grimper les prix.

La facture et l'emploi reviennent aussi chez Michael Bloss.

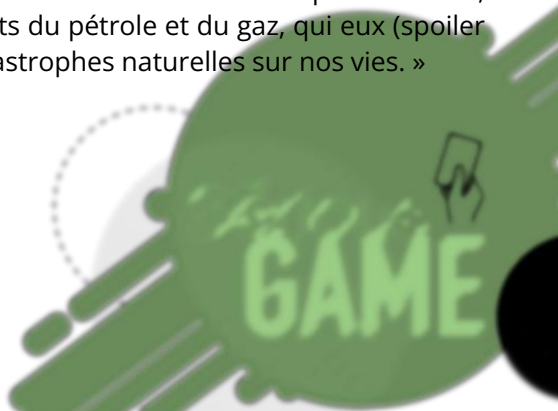
Michael Bloss : « Concrètement, cela sera visible dans nos factures, cela peut être dans l'isolation des logements, dans la façon de se déplacer et jusqu'à nos emplois. Avec le développement des renouvelables et des réseaux, c'est la production d'une énergie européenne qui sera moins dépendante des crises internationales et des importations d'énergies fossiles, et donc moins exposée à la volatilité des prix. »

Nucleareurope : « Les décisions prises à Bruxelles pourront se refléter à travers votre facture d'électricité. Ce que nous avons à cœur de défendre et de décider, c'est comment chaque pays va organiser sa transition énergétique jusqu'en 2040. Dans les années à venir, voitures électriques, pompes à chaleur et usines abandonneront le gaz. Nous nous engageons ainsi pour une énergie propre, disponible tout le temps et à un prix raisonnable et stable. Et ce, même lorsque le contexte global actuel reste instable. »

CAN Europe : « Ce qui se négocie à Bruxelles, bien que cela puisse vous paraître lointain, ce sont en réalité vos futures conditions de vie. Oui, oui, promis, c'est possible d'imaginer un futur dans lequel nos enfants grandiront sans éco-anxiété, dans lequel les étés sont de nouveau synonymes de vacances et dans lequel votre santé et votre environnement seront au cœur des préoccupations des politiques.
Trêve de bavardage, voici quelques exemples de ce qui pourrait vous arriver grâce à l'action menée par les ONG environnementales dans les coulisses de Bruxelles :

- La fin des factures d'énergie qui explosent à la moindre crise internationale. Et cela grâce à une production d'électricité renouvelable entièrement européenne.
- La possibilité de voir émerger un réseau de trains de nuit abordables pour voyager à travers l'Europe au lieu de dépendre des vols low-cost hyper polluants.
- Le financement de pistes cyclables et de transports en commun massifs, moins chers et efficaces.
- La fin des passoires et bouilloires thermiques, parce qu'être bien chez soi, c'est plutôt important.
- Et encore mieux, que diriez-vous de pouvoir vous-mêmes contribuer à ces décisions, de pouvoir avoir votre mot à dire et de pouvoir être entendus ? La démocratie environnementale, c'est aussi une priorité pour nous à Bruxelles, afin qu'à l'avenir nous n'ayons plus à vous convaincre de l'importance de l'action européenne (vous serez vous-mêmes les acteurs de ce changement ;)).

Bref, l'idée, c'est que Bruxelles pousse les gouvernements européens à investir dans toutes ces super solutions, plutôt que de continuer à filer des milliards d'euros d'argent public aux géants du pétrole et du gaz, qui eux (spoiler alert) ne vont pas se préoccuper de votre appart à 40° ou de l'impact des catastrophes naturelles sur nos vies. »



En gros, derrière les mots techniques, tous s'accordent sur un point, ce qui se négocie à Bruxelles touchera directement nos factures, nos logements, nos déplacements et nos emplois. Tous défendent aussi la même ambition de départ qui est de produire davantage d'énergie en Europe pour moins dépendre des importations et ne plus subir des prix qui flambent à chaque crise internationale. C'est sur la manière d'y arriver que les positions divergent. Toute la question est donc de savoir quel mix énergétique l'Europe choisira, à quel rythme, et jusqu'où elle pourra contraindre les États à suivre.

2. « Dans ce compromis européen, qu'est-ce qu'il ne faut surtout pas sacrifier ? »

Chacun a sa ligne rouge, et elles ne se ressemblent pas.

CAN Europe : « L'obligation de résultat. La crise climatique ne peut plus être résolue avec des encouragements et avec un système dans lequel les pays peuvent dire « oups, on a raté nos objectifs écolo, tant pis, on fera mieux demain ». Si un État membre ne joue pas le jeu, ment sur ses chiffres ou prend du retard, il faut des sanctions, sinon on ne s'en sortira jamais. L"autre truc intouchable, c'est le refus des « fausses solutions ». L'industrie fait un lobbying monstre pour nous vendre de l'hydrogène ou des « e-carburants » miracles pour continuer à utiliser des moteurs thermiques (et ce n'est qu'un exemple parmi d'autres). Honnêtement, ça coûte cher et ce n'est pas une véritable transition ; en gros, ce n'est pas la bonne réponse. Il faut continuer de militer pour une électrification de l'Europe (et les premiers à nous remercier seront probablement vos portefeuilles et vos poumons). »

Les e-carburants sont des carburants de synthèse fabriqués avec de l'électricité, qui peuvent faire rouler des moteurs thermiques classiques.

Michael Bloss, lui, défend deux priorités à la fois.

Michael Bloss : « Il va falloir réussir à ne pas sacrifier deux choses importantes au cours de ces négociations : l'ambition climatique et la justice sociale. La facture de la transition ne doit pas être supportée par les ménages, les travailleurs ou les PME. Mais il faut garder en tête qu'un compromis qui réduit nos objectifs climatiques ne protégera pas notre économie et notre avenir ; il va falloir se battre pour ça. Le compromis doit donc être débattu sur les moyens, pas la destination. »

Au PPE, la priorité, ce sont les entreprises.

Borys Budka : « Alors moi, j'ai un mot : notre compétitivité ! Ce qui fait la force de l'Europe, c'est notamment notre monnaie et notre marché intérieur, et ces derniers reposent sur les richesses produites sur nos territoires et sur la force de nos entreprises. Le PPE s'oppose fermement à toutes les normes contraignantes que voudrait imposer la gauche à nos entreprises : la décarbonation oui, mais sans sacrifier l'industrie ! »
Jüri Ratas : « Nos entreprises européennes souffrent déjà d'une concurrence déloyale vis-à-vis de leurs concurrents internationaux, qui ne souffrent pas, eux, de toujours plus de taxes et de normes pour adapter leurs équipements, leurs infrastructures et leurs activités aux injonctions d'une neutralité carbone. Il faut accompagner nos entreprises au mieux dans leur transition via des incitations financières et un soutien technique, et ne surtout pas s'abandonner à l'écologie punitive ! »

Nucleareurope : « Pour nous, ce serait la neutralité technologique. Si nous voulons atteindre nos objectifs climat, on a besoin de toutes les énergies bas carbone possibles, c'est-à-dire les renouvelables et le nucléaire, qui est trop souvent vu comme le mauvais élève. Si l'on en vient à exclure définitivement une solution comme la nôtre, qui marche, ce serait rendre la transition plus douloureuse et lente. Tout est une question de confiance : construire une centrale prend des années et les investisseurs ont besoin de savoir que les règles ne changent pas subitement.»

Le nucléaire, c'est la question qui fâche. D'un côté, les pro-nucléaire, qui défendent une énergie bas carbone et stable. La France, par exemple, plaide pour que le nucléaire soit mieux reconnu dans les politiques énergétiques européennes, une position qui divise les États membres. Dans la négociation, la République tchèque défend aussi un nucléaire « sûr et bas carbone » au nom de la neutralité technologique, tout comme les Patriotes pour l'Europe, ainsi que la Croatie et la Slovénie, qui partagent la centrale de Krško. De l'autre, les douze États des « Amis des énergies renouvelables », les Verts et CAN Europe misent avant tout sur le solaire et l'éolien. Entre les deux, l'Allemagne et la Pologne réclament surtout la liberté de choisir leurs moyens. L'enjeu est de savoir si le futur règlement mettra nucléaire et renouvelables sur un pied d'égalité : c'est la neutralité technologique dont parle Nucleareurope, le principe selon lequel l'UE ne doit ni favoriser ni exclure une source d'énergie bas carbone en particulier.

En gros, tout le monde tient à quelque chose et fait de son mieux pour le faire valoir, ce qui rend le défi des négociations toujours plus intense.

3. « La neutralité climatique en 2050, c'est vraiment possible ? »

Jüri Ratas (PPE) : « Oui, c'est possible ! Le PPE croit fermement en la réussite de cet objectif. La question, ce n'est pas de savoir si c'est possible, mais plutôt quels moyens privilégier pour y parvenir. Plusieurs groupements scientifiques se sont attachés au cours des dernières années à tracer des scénarios différents menant à la neutralité carbone pour 2050. Pour le PPE, il est essentiel de faire du nucléaire l'énergie bas carbone prioritaire pour la décarbonation. Les énergies renouvelables augmentent la dépendance de l'UE aux métaux rares (essentiels pour construire des éoliennes ou des panneaux photovoltaïques) provenant de pays comme la Chine, avec qui la balance commerciale de l'UE est déjà fortement négative. Non seulement cela pose de graves problèmes de dépendance et donc de perte de souveraineté européenne, mais cela nous expose aussi à des hausses des prix en cas de déstabilisation internationale. »

Borys Budka : « Pour nous, la décarbonation doit se faire grâce à un mix énergétique comprenant le nucléaire et d'autres énergies bas carbone comme l'hydrogène ou le biogaz, et grâce à l'innovation technologique, dans le domaine de la captation de CO2 ou encore de la fusion nucléaire, par exemple. »

Jüri Ratas : « Mais bien sûr, nous restons surtout attachés au droit de chaque pays à choisir son propre mix énergétique dans cette transition. Que ce soit avec ou sans le nucléaire, nous devons avant tout adapter nos sociétés pour pouvoir construire l'Europe de demain : une Europe puissante, compétitive et verte ! »

Le mix énergétique, c'est la combinaison de sources d'énergie qu'utilise un pays (nucléaire, solaire, éolien, gaz…). Une balance commerciale négative signifie que l'UE achète plus à la Chine qu'elle ne lui vend.

Nucleareurope : « C'est même très envisageable ! Aujourd'hui, le nucléaire représente près d'un quart de l'électricité européenne sans émettre de CO2. Avec l'arrivée de nos petits réacteurs modulaires (SMR), on pourra très bientôt décarboniser aussi la chaleur des usines. Si l'Europe mise sur un mix équilibré, renouvelables et nucléaire main dans la main d'ici 2050, l'objectif restera atteignable, et ce, à un coût raisonnable. »



Les petits réacteurs modulaires (SMR) sont des réacteurs nucléaires de puissance plus faible que les réacteurs conventionnels. Leur conception modulaire permet de fabriquer leurs composants en usine, puis de les transporter sur leur site d'installation.

CAN Europe : « Oui, c'est 100 % possible, et chez CAN Europe, on démontre même qu'on peut (et qu'on doit) y arriver dès 2040 ! On a déjà absolument toutes les technologies nécessaires : le solaire, l'éolien, l'isolation, les pompes à chaleur, les batteries. Ce qui pose problème, ce n'est vraiment pas un manque de technique ou un manque de sous (encore moins si l'argent destiné aux industries fossiles est utilisé pour financer la transition vers le renouvelable et s'assurer que les travailleurs et travailleuses ou les régions en difficulté ne pâtissent pas de ces changements).

En revanche, pour que ça marche, il faut prendre des résolutions dès maintenant (et pas celles du premier de l'an que l'on abandonne le 2 janvier). On ne peut évidemment pas viser la neutralité climatique tout en continuant à construire de nouveaux terminaux gaziers, des autoroutes, ou en subventionnant les énergies fossiles. Par contre, si on impose la sobriété pour réduire le gaspillage et qu'on travaille pour se tourner vers un réseau 100 % renouvelable, on y va à fond et on se félicite des résultats (ils seront vraiment exceptionnels). Bon, il y a encore une condition, c'est que la transition, c'est aujourd'hui qu'il faut la financer, pas en 2049. Alors, rendez-vous à Bruxelles pour militer pour tout ça et, en attendant, vous pouvez nous contacter sur notre site pour nous faire part de vos questions et de vos suggestions (encore une fois, votre voix compte, ne l'oubliez jamais). »

Michael Bloss conclut sur la même urgence.

Michael Bloss : « Bien sûr, c'est techniquement possible, mais ce n'est pas politiquement acquis. Les solutions pour atteindre cet objectif sont connues : les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, l'électrification, les réseaux et le stockage. Aucun État ne pourra y parvenir seul : il faut des objectifs communs contraignants, des interconnexions et des investissements coordonnés à l'échelle européenne. Le principal risque n'est pas le manque de technologies mais plutôt la perte de temps ; il faut agir maintenant pour la neutralité climatique en 2050, pas en 2049. »

Les interconnexions sont les câbles qui relient les réseaux électriques des différents pays, pour qu'ils puissent s'échanger de l'électricité.

En gros, quatre « oui », pour une fois, c'est l'unanimité ! Mais pas avec la même intensité, et surtout avec quatre stratégies bien différentes. Là où ça coince, c'est sur la souveraineté : pour les uns, les renouvelables libèrent l'Europe du gaz importé ; pour le PPE, elles la rendent dépendante des métaux rares chinois. Il y a aussi la question de l'indépendance des choix de chaque pays : le PPE défend le droit de chaque pays à choisir son mix, quand Michael Bloss réclame des objectifs européens contraignants.

Voilà, c'était nos trois questions sur l'avenir de l'énergie en Europe ! La Commission doit bientôt présenter sa proposition, reste à voir si elle réussira à mettre tout le monde d'accord. Un grand merci à tous nos intervenants d'avoir joué le jeu et d'avoir répondu à nos questions. Et nous, on se retrouve très vite pour décrypter la suite des débats européens.

Konbini Europe

